

SAEP d'HÉBÉCOURT

REGLEMENT DE SERVICE ADDUCTION EAU POTABLE



Approuvé le 23/11/2019
Modifié 24/10/2024 – 12/03/2026

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

L'essentiel en 5 points

1. Abonnement

L'abonnement est constitué du présent règlement et de vos conditions particulières. L'abonné peut souscrire et résilier son abonnement par téléphone ou courrier. Le règlement de la première facture confirme l'acceptation des conditions particulières du contrat et vaut accusé de réception du présent règlement.

2. Tarifs

Le tarif de l'abonnement ainsi que celui de la consommation sont fixés par la collectivité. Les taxes et redevances sont déterminées par la loi ou les organismes publics auxquels elles sont destinées.

3. Compteur

Le compteur désigne l'appareil qui permet de mesurer la consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur et son diamètre est adapté aux besoins de fourniture en eau.

Il est distingué :

- Le compteur situé en pied d'immeuble (habitation individuelle et immeuble collectif), dénommé « compteur général », propriété du service de l'eau, qui en assure la mise à disposition et l'entretien ;
- Le « compteur individuel » qui est destiné, dans le cadre de l'individualisation des abonnements en habitat collectif, à mesurer la consommation du logement ou des puisages communs de l'immeuble ; il peut être situé dans le logement lui-même ou dans les parties communes ; il est mis à disposition et entretenu par la collectivité ;
- Le « compteur divisionnaire » est un compteur, situé en aval du compteur général ; ce compteur n'est jamais fourni ni relevé par la collectivité.

4. Facture

La facture est établie sur la base des mètres cubes d'eau consommés et d'un abonnement. Le relevé de la consommation d'eau est effectué deux fois par an. L'abonné doit permettre la lecture du compteur par la collectivité.

5. Sécurité sanitaire

Les installations privées ne doivent pas porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par un phénomène de retour d'eau. Si vos installations comportent un réseau privé, un puits ou des installations de réutilisation des eaux de pluie, ils ne doivent en aucun cas communiquer avec le réseau public d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le

ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU



SOMMAIRE

P.1 - CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

ART 1 Objet du règlement
ART 2 Les engagement de la collectivité
ART 3 Les règles d'usage du service
ART 4 Les droits des abonnés

P.2 - CHAPITRE II LE CONTRAT

ART 5 Le contrat d'abonnement
ART 6 Conditions d'obtention de l'abonnement
ART 7 Frais d'accès au service et prestations annexes
ART 8 La durée du contrat
ART 9 Les conditions de résiliations
ART 10 Abonnements particuliers pour lute contre l'incendie
ART 11 Abonnement pour appareils publics
ART 12 Abonnements de grande consommation
ART 13 Abonnement complémentaire pour les agriculteurs éleveurs
ART 14 Les abonnements temporaires
ART 15 Prises d'eau autres que branchements d'immeubles
ART 16 Individualisation des contrats dans un immeuble collectif ou un ensemble immobilier de logements
ART 17 Défaut d'abonnement

P.4 - CHAPITRE III LE BRANCHEMENT

ART 18 Description
ART 19 Nouveaux branchements
ART 20 Gestion des branchements
ART 21 Modification des branchements
ART 22 Manoeuvre des robinets des branchements en cas de fuites
ART 23 Fermeture des branchements des abonnés
ART 24 Mise en service des branchements

P.6 - CHAPITRE IV LE COMPTEUR

ART 25 Caractéristiques
ART 26 Emplacement des compteurs
ART 27 Protection des compteurs
ART 28 Remplacement des compteurs
ART 29 Vérification et contrôles
ART 30 Relevé des compteurs

P.7 - CHAPITRE V LES INSTALLATIONS EXTERIEURES

ART 31 Définition des installations intérieures
ART 32 Règles générales concernant les installations intérieures
ART 33 Appareils interdits
ART 34 Abonnés utilisant d'autres

ressources en eau
ART 35 Mise à la terre des installations électriques
ART 36 Surpresseur
ART 37 Remplacement des installations intérieures en plomb

P.9 - CHAPITRE VI FACTURATION ET PAIEMENT

ART 38 Présentation de la facture
ART 39 Fixation et indexation des tarifs
ART 40 Remises pour fuites
ART 41 Règles générales concernant les paiements
ART 42 Paiement des fournitures d'eau
ART 43 Paiement des autres prestations
ART 44 Délai de paiement et intérêts de retard
ART 45 Réclamations
ART 46 Difficultés de paiement
ART 47 Défaut de paiement
ART 48 Frais de recouvrement
ART 49 Remboursement

P.11 - CHAPITRE VII PERTURBATIONS DE LA FOURNITURE D'EAU

ART 50 Interruption de la fourniture d'eau
ART 51 Modification des caractéristiques de distribution
ART 52 Eau non conforme aux critères de potabilité
ART 53 Consignes en cas

P.12 - CHAPITRE VIII DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS ET ENSEMBLE D'HABITATIONS DESSERVIS PAR UNE VOIRIE OU DES RESEAUX PROPRES

ART 54 Mode d'alimentation

P.12 - CHAPITRE IX DISPOSITIONS D'APPLICATION ET SANCTIONS

ART 55 Infractions et poursuites
ART 56 Voie de recours des usagers
ART 57 Modalités de communication du règlement
ART 58 Modification du règlement
ART 59 Entrée en vigueur du règlement
ART 60 Clauses d'exécution

P.14 - ANNEXE I INDIVIDUALISATION PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

P.15 - ANNEXE II TARIFICATIONS DES CONTROLE, DES INSTALLATIONS DES ABONNES UTILISANT DES RESSOURCES EN EAU AUTRES QUE LES RESEAU (PUITS, FORAGE ET DISPOSITIFS DE

RECUPERATION DES EAUX DE PLUIE)

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

Le présent règlement définit le cadre des relations entre le service de distribution d'eau potable et les abonnés.

La COLLECTIVITÉ désigne l'autorité publique compétente, organisatrice du service de l'eau. Dans le cas présent, il s'agit du Syndicat d'Adduction en Eau Potable d'Hébécourt (SAEP). La COLLECTIVITE regroupe les communes de Amécourt, Bazincourt, Hébécourt, Mainneville, Mesnil sous Vienne, Saint Denis le Ferment et Sancourt.

La COLLECTIVITE sous-traite la gestion technique de ses équipements à un prestataire privé extérieur désigné le PRESTATAIRE.

L'ABONNÉ désigne toute personne physique ou morale, titulaire d'un contrat d'abonnement au service de l'eau. Dans le cas de collectifs (immeubles, lotissements), l'abonné désigne son représentant (bailleur, syndic...).

L'USAGER désigne toute personne physique ou morale qui utilise le service de l'eau.

Le SERVICE DE L'EAU désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable des usagers.

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 OBJET DU REGLEMENT

Le présent Règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau à partir du réseau public de distribution d'eau potable sur le territoire du SAEP d'Hébécourt.

Il a pour objet de définir les prestations assurées par le service public de l'eau ainsi que les obligations respectives de la COLLECTIVITE, du PRESTATAIRE, des abonnés et des propriétaires.

Le présent Règlement sera adressé à l'ensemble des abonnés.

ARTICLE 2 LES ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

La COLLECTIVITE fournit l'eau aux immeubles situés dans la zone desservie par le réseau, dans la mesure où les installations existantes le permettent et suivant les conditions définies par le présent règlement.

La COLLECTIVITE est tenue d'assurer la continuité de la fourniture d'eau. Toutefois, il se réserve le droit de suspendre ou de limiter sans préavis la distribution d'eau en cas de force majeure.

En cas de manque ou de danger d'insuffisance d'eau, la COLLECTIVITE peut même exclure temporairement les consommateurs susvisés de la fourniture d'eau.

La COLLECTIVITE est tenue de fournir une eau respectant constamment les normes de qualité imposées par la réglementation en vigueur sauf lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (voir art 50). L'eau distribuée fait l'objet de contrôles réguliers. La synthèse de ces contrôles, publiée par l'Agence Régionale de Santé, est jointe à la facture d'eau, au moins une fois par an.

Les agents du PRESTATAIRE doivent être munis d'un signe distinctif et porteur d'une carte d'accréditation lorsqu'ils pénètrent dans une propriété privée dans le cadre d'une des missions prévues par le présent Règlement.

La COLLECTIVITE est tenue de mettre à disposition des usagers et des abonnés les informations leur permettant d'accéder au service de l'eau, d'effectuer toutes démarches et d'obtenir toutes informations relatives au service de l'eau, à la qualité de l'eau et au tarif en vigueur. Les réponses à ses questions se feront par téléphone, courrier ou internet.

La COLLECTIVITE s'engage, en cas d'intervention nécessitant un déplacement à domicile, à proposer à l'abonné un rendez-vous avec une plage d'une heure.

La COLLECTIVITE sous traite l'assistance technique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 au PRESTATAIRE pour répondre aux urgences techniques concernant votre alimentation en eau avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 6 heures en cas d'urgence.

A ce jour, le PRESTATAIRE est la société HYDRA dont le numéro d'assistance technique est le 02 35 17 60 30.

ARTICLE 3 LES OBLIGATIONS DES ABONNES DU SERVICE

Les abonnés sont tenus de payer les fournitures d'eau ainsi que les autres prestations assurées par la COLLECTIVITE, que le présent Règlement met à leur charge et suivant le tarif en vigueur.

Les abonnés sont également tenus de se conformer à toutes les dispositions du présent Règlement. En particulier, il est formellement interdit aux abonnés:

- d'user de l'eau autrement que pour leur usage personnel et celui de leurs locataires, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie ou momentanément en cas d'incident de fourniture;
- de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée de leur branchement depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur;
- de relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts et en particulier relier un puits ou forage privé ou des installations de réutilisation d'eau de pluie aux installations

raccordées au réseau public;

- de porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public;

- de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les cachets en plomb, ou les bagues de scellement, ou d'en empêcher l'accès aux agents du PRESTATAIRE;

Le cas échéant, la COLLECTIVITE facturera à l'ABONNE, la remise en conformité du dispositif ainsi que des frais de déplacement.

- de faire sur leur branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets de purge et du robinet d'arrêt avant et après compteur;

- de faire obstacle à l'entretien et à la vérification du branchement.

Compte tenu de la nature des infractions aux dispositions du présent article, qui constituent soit des délits soit des fautes graves risquant d'endommager les installations, elles exposent l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que la COLLECTIVITE pourrait exercer contre lui.

ARTICLE 4 LES DROITS DES ABONNES

La COLLECTIVITE assure la gestion du fichier des abonnés dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration pour garantir la liberté d'accès aux documents administratifs. Le fichier comporte les mentions inscrites à l'article R.2224-18 du Code général des collectivités territoriales.

Tout abonné a le droit de consulter gratuitement dans les locaux de la COLLECTIVITE, le dossier ou la fiche contenant les informations à caractère nominatif le concernant. Il peut également obtenir, sur simple demande auprès de la COLLECTIVITE, la communication d'un exemplaire de ces documents le concernant.

La COLLECTIVITE doit procéder à la rectification des erreurs portant sur des informations à caractère nominatif qui lui sont signalées par les abonnés concernés.

Par ailleurs, les indications fournies dans le cadre du contrat font l'objet d'un traitement informatique. L'abonné bénéficie donc du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

CHAPITRE II L'ABONNEMENT

Pour accéder au service de l'eau, l'usager doit souscrire un contrat d'abonnement auprès de la COLLECTIVITE.

ARTICLE 5 LE CONTRAT D'ABONNEMENT

Article 5.1 La souscription d'un contrat d'abonnement

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

La demande de souscription d'abonnement doit être formulée auprès de la COLLECTIVITE, par écrit, téléphone ou par internet en indiquant les usages prévus de l'eau.

Suite à cette demande, l'usager recevra :

- un contrat d'abonnement d'eau
- la fiche tarifaire, comprenant notamment les frais d'accès au service
- Le présent règlement comprenant notamment un formulaire de rétractation, un formulaire de demande d'exécution anticipée de la fourniture d'eau
- et un livret d'accueil indiquant les précautions à prendre pour protéger le compteur, en particulier contre le gel, et les préconisations relatives à la surveillance des consommations

Le demandeur devient abonné au SERVICE DE L'EAU dès réception par la COLLECTIVITE de son contrat d'abonnement signé qui emporte l'acceptation des dispositions du règlement de service.

Si l'abonné ne retourne pas son contrat signé, le paiement de la première facture vaut accusé de réception et acceptation de l'ensemble des documents et confirmation de l'abonnement au service.

Le contrat prend effet à la date :

- de l'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective)
- ou
- de l'ouverture de l'alimentation en eau.

En l'absence d'abonnement, les dispositions de l'article 17 s'appliquent.

Article 5.2 Dispositions complémentaires pour la souscription d'un contrat d'abonnement à distance ou hors établissement

Un contrat « à distance » est conclu par le recours exclusif à une ou plusieurs techniques de communication à distance : par exemple téléphone, voie postale ou Internet. Un contrat « hors établissement » est conclu en dehors des locaux de la COLLECTIVITE par exemple chez l'usager.

Droit de rétractation

L'usager bénéficie gratuitement d'un droit de rétractation de 14 jours calendaires à compter du lendemain de la conclusion du contrat.

Pour exercer son droit, l'usager doit notifier à la COLLECTIVITE sa décision de rétractation du contrat d'abonnement au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté. Il peut utiliser le formulaire de rétractation annexé au présent règlement.

Demande d'exécution anticipée du contrat

Sur demande expresse de l'usager, la COLLECTIVITE peut commencer l'exécution du contrat avant l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

L'usager domestique confirme sa demande à l'aide du formulaire de demande d'exécution anticipée annexé au présent règlement.

En cas de rétractation dans le délai de 14 jours malgré la demande d'exécution

anticipée du contrat, la COLLECTIVITE facture le montant correspondant au service fourni jusqu'à la communication de la décision de rétractation, proportionné au prix total de la prestation convenue dans le contrat d'abonnement (consommation, frais d'accès au service et autres prestations prévues par le présent Règlement, selon les conditions tarifaires en vigueur).

ARTICLE 6 CONDITIONS D'OBTENTION DE L'ABONNEMENT

Les abonnements sont accordés aux propriétaires des immeubles pouvant justifier de leur qualité par un titre. Ils peuvent l'être aux locataires, aux usufruitiers, nus propriétaires ou occupants de bonne foi, sous réserve qu'ils puissent justifier de leur droit d'occupation.

L'abonnement d'une personne morale (société, collectivité, association, etc.) est effectué au nom et pour le compte de la personne morale. Il mentionne les coordonnées de la personne physique gestionnaire. Tout changement de situation, notamment de gestionnaire, doit être porté à la connaissance de la COLLECTIVITE dans les meilleurs délais.

À cet effet, la COLLECTIVITE se réserve le droit de demander, pour tout abonnement souscrit, la transmission de pièces justificatives telles que la copie du contrat de bail pour un locataire, la copie de l'acte notarié pour le propriétaire, un extrait KBis pour une société ou encore un contrat de gestion pour un gérant de biens.

Les abonnements conclus par des cabinets immobiliers ou gérants pour le compte d'une copropriété ou d'une personne sous tutelle doivent mentionner les coordonnées de la personne physique ou morale représentée ainsi que celles du représentant.

La fourniture de l'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

La COLLECTIVITE s'engage à fournir l'eau dans un délai de 3 jours ouvrés suivant la date d'effet de son abonnement, pour un branchement existant, sauf contrainte exceptionnelle, dont le demandeur sera averti lors de sa démarche.

Lorsque l'immeuble n'est pas desservi directement par un réseau, la COLLECTIVITE est seule habilitée à déterminer les conditions techniques et financières de l'extension à envisager.

La COLLECTIVITE s'engage à adresser au demandeur un devis dans un délai de 10 jours ouvrés après rendez-vous sur le site. Les travaux sont exécutés dans les 4 semaines, après acceptation du devis, règlement de l'acompte et obtention de toutes les autorisations administratives, ou à une date ultérieure fixée en accord avec la COLLECTIVITE, selon le souhait du demandeur.

Les devis sont établis sur la base des tarifs

en vigueur et ont une durée de validité de 3 mois.

A l'issue de ce délai, à défaut d'accord sur les termes du devis et du versement de l'acompte, le devis devient caduc.

Les immeubles indépendants à usage d'habitation, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'exploitation d'un même ensemble agricole, industriel ou artisanal.

Il est interdit à tout abonné d'étendre la conduite d'eau de sa propriété sur un immeuble voisin, sauf accord formel de la COLLECTIVITE.

Dans les cas où il est nécessaire soit un branchement neuf, soit la remise en état d'un branchement ancien, l'eau ne sera fournie qu'après la réalisation des cinq conditions suivantes :

- a) la fin des travaux de création ou de remise en état du branchement (exécuté dans les conditions fixées à l'article 18);
- b) la mise en place du compteur;
- c) la remise en service du branchement effectuée obligatoirement en présence de l'abonné ou de son représentant;
- d) le paiement des sommes dues par l'abonné;
- e) la souscription d'un abonnement.

Les éventuels extensions ou renforcements de réseau consécutifs à une demande d'abonnement seront réalisés et financés selon les modalités fixées par délibération syndicale.

ARTICLE 7 FRAIS D'ACCES AU SERVICE ET PRESTATIONS ANNEXES

La souscription d'un abonnement donne lieu, à l'émission d'une facture contenant des frais d'accès au service correspondant aux charges engendrées par un nouvel abonné ou de prestations annexes fixées selon les modalités particulières par délibération de la COLLECTIVITE.

ARTICLE 8 LA DUREE DU CONTRAT

L'abonnement est consenti pour une durée illimitée. L'abonnement est facturé semestriellement. En cas de période incomplète, il est facturé au prorata temporis.

ARTICLE 9 LES CONDITIONS DE RESILIATION

Les abonnements prennent fin sur la demande expresse des abonnés.

Il est de la responsabilité de l'abonné qui souhaite mettre fin au contrat d'aviser la COLLECTIVITE de son intention, selon l'une des procédures suivantes :

- visite sur place dans les locaux de la COLLECTIVITE
- lettre simple
- par Internet.

La demande de résiliation ne sera effectivement prise en compte qu'à réception de tous les éléments suivants : index du compteur et nouvelle adresse.

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le

ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

S²LO

Une facture d'arrêt de comptes valant résiliation du contrat d'abonnement est alors adressée soldant ainsi les consommations jusqu'à la fin d'abonnement.

La COLLECTIVITE peut résilier d'office un contrat d'abonnement suite au jugement de liquidation judiciaire. Il procède à la fermeture du branchement après un délai de quinze jours suivant la date du jugement d'ouverture de la procédure, à moins que dans ce délai, l'administrateur judiciaire ou le mandataire judiciaire à la liquidation n'ait demandé par écrit de maintenir la fourniture d'eau.

a) Si le successeur du demandeur est connu et emménagé dans un délai court, le compteur n'est pas fermé, le branchement reste en service. L'abonné présente sa demande de cessation de la fourniture d'eau conjointement avec une nouvelle demande d'abonnement formulée par son successeur pour le même branchement. Dans ce cas, la résiliation de l'abonnement est effectuée sans frais, et un nouvel abonnement est établi dans les conditions fixées par le présent Règlement.

Lors de son départ définitif, l'abonné ferme le robinet d'arrêt au compteur ou demande, en cas de difficulté, l'intervention de la COLLECTIVITE celle-ci ne pouvant être tenu pour responsable des dégâts causés par des robinets intérieurs laissés ouverts.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

Dans le cas d'omission par l'abonné de la dénonciation du contrat, dans le délai imparti au présent article, il demeure responsable du paiement des sommes qui seront dues à la date du relevé, même s'il fait la preuve qu'une partie de ces redevances résulte de l'usage d'un tiers.

En cas de décès de l'abonné, ses héritiers ou ayants droits restent responsables vis-à-vis de la COLLECTIVITE de toutes les sommes dues au titre de l'abonnement et des consommations d'eau.

b) Si l'abonné demande la résiliation de son abonnement, sans établissement d'un nouvel abonnement pour le même branchement cela entraîne la fermeture et, le cas échéant, la dépose du compteur.

c) Même s'il n'a pas reçu de demande de cessation de la fourniture d'eau des abonnés, la COLLECTIVITE peut mettre fin à l'abonnement, dans les cas suivants:

- Si l'abonné ne respecte pas les règles d'usage du service

- Dans le cas d'un départ sans préavis de l'abonné, et constaté par la COLLECTIVITE. Lorsqu'un ancien abonné dont l'abonnement a pris fin en application du présent article, sollicite à nouveau la fourniture de l'eau pour le même branchement, sa requête est traitée comme une nouvelle demande d'abonnement conformément aux dispositions prévues à l'article 6.

ARTICLE 10

ABONNEMENTS SPECIAUX POUR LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La COLLECTIVITE peut consentir, si elle le juge compatibles avec le bon fonctionnement de la distribution de l'eau, des abonnements pour lutter contre l'incendie, à la condition que

les demandeurs souscrivent ou aient déjà souscrit un abonnement ordinaire.

Ces abonnements donnent lieu à la mise en place d'équipements spécifiques (compteur et vanne plombée). La résiliation est faite d'office, en cas de cessation ou de non-paiement de l'abonnement ordinaire.

ARTICLE 11

ABONNEMENTS POUR APPAREILS PUBLICS

Des abonnements pour les appareils implantés sur le domaine public appartenant aux catégories suivantes: bornes-fontaines, fontaines et prises publiques, lavoirs, abreuvoirs, urinoirs publics, bouches de lavage, d'arrosage, réservoirs de chasse des égouts, peuvent être consentis aux communes.

Ces abonnements peuvent être refusés par la COLLECTIVITE si les volumes d'eau nécessaires, ou la pression et le débit requis, sont incompatibles avec les installations de la COLLECTIVITE et le bon fonctionnement de la distribution.

Les opérations de surveillance, vérification, entretien et réparation des appareils publics mentionnés ci-dessus sont à la charge du bénéficiaire de l'abonnement.

ARTICLE 12

ABONNEMENTS DE GRANDE CONSOMMATION

Dans la mesure où les installations permettent de telles fournitures, des abonnements de grande consommation peuvent être accordés par la COLLECTIVITE pour la fourniture de quantité d'eau importante.

Une convention particulière est établie pour chaque abonnement de grande consommation selon les conditions fixées par la COLLECTIVITE. En cas de nécessité, la convention peut prévoir des périodes temporaires d'interdiction de certains usages de l'eau ou fixer une limite maximale aux quantités fournies.

Lorsque l'abonné dispose de prises d'incendie dans ses installations intérieures, la convention doit en fixer les conditions de fonctionnement et d'alimentation en eau. Le débit maximal dont peut disposer l'abonné est celui des appareils installés dans sa propriété et coulant à gueule bée.

ARTICLE 13

ABONNEMENT COMPLEMENTAIRE POUR LES AGRICULTEURS ELEVEURS

Pour pouvoir être exonérés de la redevance pour pollution d'origine domestique de l'Agence de l'Eau pour leur consommation d'eau destinée à leur activité d'élevage d'animaux destinés à la production laitière ou de viande, les agriculteurs-éleveurs doivent disposer d'un ou plusieurs compteur(s) secondaire(s) mesurant cette consommation spécifique.

Pour ce faire un ou des contrat(s) d'abonnement complémentaire(s) est (sont) souscrit(s). L'ensemble des travaux à réaliser sur le réseau privé est à la charge de l'abonné. Ils sont exécutés conformément aux dispositions fixées à l'issue d'un diagnostic contradictoire permettant, notamment, de définir le(s) emplacement(s) du (des) compteur(s) secondaire(s). Le ou les compteur(s) secondaire(s) est (sont) fourni(s) et posé(s) par la COLLECTIVITE. Toutes les dispositions du présent règlement relatives aux compteurs sont applicables aux compteurs secondaires.

ARTICLE 14

LES ABONNEMENTS TEMPORAIRES

Des abonnements temporaires peuvent être consentis à titre exceptionnel (chantiers...) pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Ces abonnements sollicités par écrit 10 jours ouvrés avant le fait générateur donnent lieu à l'établissement d'un contrat d'abonnement. L'index à la pose et à la dépose fait foi pour la facture d'arrêt de compte.

L'abonné doit résilier selon les conditions fixées par l'article 9.

La COLLECTIVITE devra avoir accès au compteur pendant toute la durée des travaux. En cas de disparition ou de perte, l'abonné, étant responsable du système de comptage mis à sa disposition, s'expose à des frais conformément notamment au bordereau de prix unitaires adopté annuellement par la COLLECTIVITE ainsi qu'à des sanctions prévues par l'article 55 du présent Règlement.

ARTICLE 15

PRISES D'EAU AUTRES QUE BRANCHEMENTS D'IMMEUBLES

Il est strictement interdit à quiconque de prélever de l'eau sur le réseau, dont le débit ne sera pas mesuré par un compteur. En particulier, l'utilisation des prises d'incendie est interdite, ces prises ne devant être manœuvrées, avec l'accord de la COLLECTIVITE, que par les corps de sapeurs-pompiers pour leurs exercices ou pour la lutte contre l'incendie. Toute contravention donnera lieu à des poursuites judiciaires.

Au cas où, en raison du caractère temporaire des besoins en eau (entreprise pour travaux de construction par exemple), l'aménagement d'un nouveau branchement ne semblerait pas justifié, l'intéressé, qui devra en faire la demande par écrit à la COLLECTIVITE, pourra être autorisé à prélever de l'eau aux prises d'incendie et aux bouches de lavage par l'intermédiaire d'une prise spéciale qui sera installée par la COLLECTIVITE.

Les prises d'eau fournies par la COLLECTIVITE seront toujours en bon état de fonctionnement, ce que l'utilisateur devra constater au moment de la remise. En cas d'endommagement de la prise d'eau au cours de son usage par l'intéressé, ce dernier sera

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le

ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU



tenu d'en informer immédiatement la COLLECTIVITE, les frais de réparation étant à la charge de l'utilisateur.

Il en sera de même en cas d'avarie au poteau de prise d'eau ou au réseau par suite d'une fausse manœuvre de l'utilisateur.

ARTICLE 16 INDIVIDUALISATION DES CONTRATS DANS UN IMMEUBLE COLLECTIF OU UN ENSEMBLE IMMOBILIER DE LOGEMENTS

Dans un immeuble collectif d'habitation ou un ensemble immobilier de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, des prescriptions techniques et administratives particulières indiquées en annexe I s'appliquent au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires.

ARTICLE 17 DEFAUT D'ABONNEMENT

Toute personne physique ou morale reconnue comme bénéficiant du service de l'eau potable sans avoir souscrit préalablement un abonnement est redevable des volumes consommés depuis le dernier relevé du compteur, ainsi que de tous les frais et taxes y afférent.

Par ailleurs, en l'absence d'abonnement, elle s'expose à la fermeture de son branchement.

CHAPITRE III LE BRANCHEMENT

Le branchement est le dispositif qui relie la prise d'eau sur la conduite de distribution publique au système de comptage inclus, par le trajet le plus court possible.

ARTICLE 18 DESCRIPTION

Le branchement comprend :

- La prise d'eau sur la conduite de distribution publique;
- Le robinet de prise et la bouche à clé, s'il y a lieu;
- La canalisation avant compteur située tant sous le domaine public que privé;
- Le point de livraison regroupant, le robinet d'arrêt avant compteur et le compteur et équipements associés (têtes émettrices de radio ou télé-relevé).

Les installations privées commencent à partir du joint aval inclus, situé à la sortie du compteur, sous réserve que le dispositif d'invulnérabilité posé par la COLLECTIVITE n'ait pas été ôté ou détérioré par l'abonné. Elles comprennent le clapet anti-retour et éventuellement le robinet d'arrêt après compteur.

L'ensemble du branchement (à l'exception de la partie privée) défini ci-dessus est un ouvrage public qui appartient à la COLLECTIVITE excepté, toutefois, les appareils qui n'auraient pas été fournis et posés par la COLLECTIVITE. La partie du branchement située en partie privative est placée sous la surveillance et la responsabilité de l'abonné. Dans le cas où le système de comptage ou le

robinet d'arrêt général serait inexistant, le branchement s'arrête à la limite de propriété, jusqu'à sa mise en conformité réalisée à l'initiative de la COLLECTIVITE aux frais du propriétaire de l'immeuble desservi.

Tous les appareils faisant partie des installations privées des abonnés doivent être conformes à la réglementation et aux normes en vigueur pour empêcher les retours d'eau et notamment aux dispositions de l'article 16.3. (section 2 du Titre I Les eaux destinées à la consommation humaine) du Règlement Sanitaire Départemental.

Dispositions propres aux immeubles Collectifs

Le branchement se termine au niveau du compteur général de l'immeuble ou de la vanne de répartition dans le cas particulier où il n'y a pas de compteur général.

En l'absence de compteur général ou de vanne, la limite du domaine public / domaine privé détermine les limites de responsabilité.

Les colonnes montantes reliant les branchements des constructions collectives aux installations intérieures des occupants ne sont pas des ouvrages publics et ne font pas partie des branchements, même si les compteurs individuels placés à l'extrémité de ces colonnes montantes appartiennent à la COLLECTIVITE.

Dispositions propres aux lotissements en domaine privé

Le branchement de raccordement au réseau de distribution publique se termine au niveau du compteur général du lotissement, (ou de la vanne de répartition dans le cas particulier où il n'y a pas de compteur général).

Le réseau interne de distribution à partir du joint aval du compteur général (ou de la vanne de répartition) n'est pas un ouvrage public et ne fait pas partie du branchement, même si des compteurs individuels, propriété de la COLLECTIVITE, sont mis en œuvre pour individualiser les consommations.

Chaque immeuble devra disposer au minimum d'un branchement particulier sauf s'il s'agit des bâtiments d'exploitation d'un même ensemble agricole, industriel ou artisanal, situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Il y aura alors un branchement et comptage distinct par usage de l'eau : sanitaire, process agricole, artisanal ou incendie.

En cas de partage d'une propriété composée de plusieurs immeubles, précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un branchement particulier.

Par ailleurs, dans le cas d'un immeuble collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé d'un compteur
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

Le tracé précis du branchement, son diamètre,

le matériau à employer, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur sont fixés par la COLLECTIVITE après concertation avec le propriétaire.

Si pour des raisons de convenance personnelle, l'abonné demande des modifications aux caractéristiques arrêtées, la COLLECTIVITE pourra lui donner satisfaction sous réserve qu'il prenne en charge les frais en résultant. La COLLECTIVITE dispose de la faculté de les refuser lorsqu'elles ne sont pas compatibles avec des conditions normales d'exploitation et d'entretien du branchement.

Le branchement sera réalisé en totalité par la COLLECTIVITE aux frais du demandeur, selon un tarif fixé contractuellement ou par délibération de la COLLECTIVITE et remis sur simple demande.

ARTICLE 19 NOUVEAUX BRANCHEMENTS 19.1 Demande de branchement

Un nouveau branchement peut être établi sur demande du propriétaire ou de son mandataire, soit pour une construction ou un terrain non encore alimenté en eau potable, soit pour une construction ou un terrain déjà alimenté mais dont le branchement est abandonné, vétuste, inadapté ou pour un usage de l'eau distinct de celui correspondant au branchement existant desservant la propriété.

La COLLECTIVITE peut surseoir à accorder ou peut refuser un nouveau branchement si l'implantation de la construction ou le débit demandé nécessite la réalisation d'un renforcement ou une extension du réseau public jusqu'à réalisation éventuelle de celle-ci.

La COLLECTIVITE pourra de même refuser tout projet de desserte dans l'hypothèse où les réseaux de distribution ne permettent pas d'assurer une pression gravitaire statique supérieure à un bar au niveau du sol au point d'implantation du compteur.

Dans le cas où l'abonné est locataire avec un bail domestique, industriel ou commercial, il appartiendra au propriétaire des locaux d'effectuer la demande de création de branchement. En aucun cas un locataire ne peut demander un branchement sauf s'il est dûment mandaté par le propriétaire.

Si l'usager bénéficie d'une servitude de passage liée au droit de désenclavement (article 682 du Code civil), il doit en apporter les justificatifs auprès de la COLLECTIVITE (acte notarié) afin que ce dernier puisse accorder un branchement. Dans ce cas, la propriété portant la servitude pourra recevoir plusieurs branchements.

Dans le cas où la propriété disposant d'une servitude de désenclavement venait à être desservie par une voie disposant d'un réseau public d'eau potable, l'usager devra apporter à la COLLECTIVITE la preuve que sa servitude est maintenue.

À défaut, la COLLECTIVITE réalisera, après accord de l'usager sur l'implantation du branchement neuf et du devis soumis par la COLLECTIVITE dans les conditions applicables à un branchement neuf, un

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

nouveau branchement d'eau sur la nouvelle voie aux frais de l'utilisateur.

L'utilisateur aura, de plus, à sa charge, la modification du réseau privé. Faute d'accord, la COLLECTIVITE pourra procéder, après en avoir informé l'utilisateur, à la fermeture du branchement existant, et à la pose aux frais de l'utilisateur, d'un compteur sur le tracé du branchement existant, en limite du domaine public. En ce qui concerne la demande de création d'un nouveau branchement, l'utilisateur doit se reporter aux dispositions applicables à la souscription du contrat d'abonnement.

19.2 Caractéristiques techniques du branchement

Le diamètre du branchement sera défini par la COLLECTIVITE sur la base des éléments que l'utilisateur lui aura apportés par écrit lors de sa demande et devra être en rapport avec l'importance du débit instantané maximal prévisible et de la pression que l'utilisateur souhaite sous réserve qu'elle soit permise par les capacités des ouvrages du service.

Le tracé précis du branchement ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur sont fixés au vu des éléments visés ci-dessus, d'un commun accord entre la COLLECTIVITE et le demandeur des travaux, en recherchant le plus court tracé entre la canalisation publique et la limite du domaine public et du domaine privé.

L'utilisateur demandeur peut demander une configuration particulière du branchement. La COLLECTIVITE dispose de la faculté d'y opposer un refus motivé, lorsque la demande n'est pas compatible avec des conditions normales d'exploitation du service.

ARTICLE 20 GESTION DES BRANCHEMENTS

La COLLECTIVITE assure l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties de branchements telles que définies à l'article 18.

Pour les installations anciennes, dont le compteur ne serait pas placé dans les conditions de l'article 26, lors du renouvellement du branchement ou du compteur, la COLLECTIVITE procède à ses frais, avant toute intervention, à la mise en place du compteur à la limite du domaine public. À partir de là, les détériorations sur les conduites situées après compteur sont à la charge de l'abonné.

La COLLECTIVITE assure également l'entretien, les réparations et le renouvellement des parties publiques de branchements situées dans les propriétés privées, sauf s'il est prouvé que les dommages résultent d'une faute ou d'une négligence de la part de l'abonné. Ces travaux comprennent également les travaux de fouilles et de remblais nécessités par l'intervention. Il est rappelé que cette partie de branchement située en propriété privée est sous l'entière responsabilité de l'abonné, la COLLECTIVITE ne pourra être tenue responsable des dégâts potentiels.

L'entretien, les réparations, le renouvellement visés à l'alinéa précédent comprennent la

remise en état des lieux consécutive à ces interventions, dans la limite d'un remblai et d'un compactage des fouilles dans les règles de l'art à l'exclusion notamment des réfections de pelouses, d'enrobés, de plantations, de pavages et des travaux de terrassement supérieurs à 1,50 m de profondeur, et de tout aménagement particulier de surface, mais ne comprennent pas les frais de déplacement ou de modification des branchements effectués à la demande de l'abonné.

La COLLECTIVITE doit réaliser ces travaux en propriété privée en réduisant dans toute la mesure du possible, les dommages causés aux biens. L'abonné assure la garde et la surveillance des parties de branchements situées à l'intérieur des propriétés privées et doit prendre toute mesure utile pour les préserver du gel. Il lui incombe de prévenir immédiatement la COLLECTIVITE de toute obstruction, de toute fuite ou de toute anomalie de fonctionnement qu'il constaterait sur son branchement.

La COLLECTIVITE est responsable des dommages pouvant résulter du fonctionnement des branchements dans les cas suivants:

- Lorsque le dommage a été produit par la partie du branchement située dans le domaine public;
- Lorsque la COLLECTIVITE a été informé d'une fuite ou d'une autre anomalie de fonctionnement concernant la partie du branchement située dans les propriétés privées, et qu'il n'est pas intervenu de manière appropriée.

La responsabilité de la COLLECTIVITE ne pourra être recherchée dans les autres cas de fuite ou de mauvais fonctionnement des branchements. Dans le cas où il est reconnu que les dommages, y compris ceux causés aux tiers, survenus sur le branchement, qu'il soit situé en domaine public ou privé, sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un abonné, les interventions de la COLLECTIVITE pour entretien ou réparation sont à la charge du responsable de ces dégâts.

ARTICLE 21 MODIFICATION DES BRANCHEMENTS

La modification d'un branchement ne peut être réalisée qu'avec l'accord de la COLLECTIVITE. Celui-ci ne peut s'y opposer que dans le cas où le projet présenté ne serait pas compatible avec l'exécution du service public.

Lorsque la modification est acceptée, elle est réalisée dans les mêmes conditions que la construction d'un nouveau branchement, aux frais du demandeur.

ARTICLE 22 MANOEUVRE DES ROBINETS DES BRANCHEMENTS EN CAS DE FUITE

En cas de fuite dans son installation intérieure, l'abonné doit se borner à fermer le robinet d'arrêt situé après compteur, ou s'il n'existe pas, le robinet avant compteur. Il doit ensuite effectuer les réparations nécessaires et

prévenir la COLLECTIVITE.

En cas de fuite sur son branchement, l'abonné doit prévenir immédiatement la COLLECTIVITE qui interviendra aussitôt et donnera éventuellement à l'abonné les instructions nécessaires.

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée à la COLLECTIVITE et **interdite** aux abonnés.

ARTICLE 23 FERMETURE DES BRANCHEMENTS ABONNES

Lorsqu'il est mis fin à un abonnement et que la COLLECTIVITE n'a reçu aucune nouvelle demande d'abonnement pour le branchement concerné, il procède à sa fermeture.

ARTICLE 24 MISE EN SERVICE DES BRANCHEMENTS

La COLLECTIVITE peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant. Ces travaux sont réalisés par la COLLECTIVITE aux conditions définies par chaque cas particulier. La mise en service du branchement est effectuée par la COLLECTIVITE, seul habilité à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique.

CHAPITRE IV LE COMPTEUR

Le compteur est l'appareil qui permet de mesurer la consommation d'eau. Il est d'un modèle agréé par la réglementation en vigueur.

La constatation de la quantité d'eau fournie à chaque abonné, n'a lieu qu'au moyen d'un compteur. Pour un même branchement, le nombre et les caractéristiques du ou des compteurs sont fixés par la COLLECTIVITE. S'il s'avère que ces besoins ne correspondent pas ou plus aux caractéristiques calibre du ou des compteurs, ce ou ces dernier(s) seront renouvelés par la COLLECTIVITE sans que l'abonné ne puisse émettre de contestation.

Le non-respect de cette règle autorisera la COLLECTIVITE à faire retirer l'(les) appareil (s) non conforme(s) aux normes précitées et remettre en état le lieu de fourniture aux frais du propriétaire.

ARTICLE 25 CARACTERISTIQUES

Les compteurs font partie des branchements. Ils sont fournis, posés, vérifiés, entretenus, relevés et renouvelés par la COLLECTIVITE (dans les conditions précisées par les articles 26 et suivants).

Il est interdit à l'abonné de déplacer le compteur, d'enlever les bagues d'inviolabilité ou de se livrer à des manipulations frauduleuses, l'abonné étant financièrement et pénalement responsable y compris sur les

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

équipements de radio ou télé-relevé.

Outre les poursuites judiciaires qui pourront être engagées contre lui par la COLLECTIVITE, les frais de réparation et de remplacement du compteur qui résultent de sa malveillance ou négligence, seront mis intégralement à sa charge.

ARTICLE 26 EMPLACEMENT DES COMPTEURS

Le compteur est placé soit dans des locaux, soit, de préférence, à l'extérieur, dans un regard qui, dans tous les cas, assurera une protection contre le gel et les chocs et réservera un accès facile aux agents de la COLLECTIVITE.

Le regard est réalisé aux frais de l'abonné par la COLLECTIVITE.

ARTICLE 27 PROTECTION DES COMPTEURS

Pour les installations anciennes lors du remplacement du compteur ou lors de la souscription d'un abonnement, la COLLECTIVITE informe l'abonné des précautions particulières à prendre pour assurer la protection du compteur, notamment contre le gel. A défaut d'avoir respecté ces précautions, tout dommage causé par choc ou gel sera réparé par la COLLECTIVITE aux frais de l'abonné.

ARTICLE 28 REEMPLACEMENT DES COMPTEURS

28-1 Le remplacement des compteurs est effectué par la COLLECTIVITE sans frais supplémentaires pour les abonnés

- à la fin de leur durée de fonctionnement;
- lorsqu'une anomalie est détectée à la suite d'une vérification ou d'un arrêt du compteur, et ne peut être réparée;
- pour se mettre en conformité par rapport à la réglementation en vigueur.

28-2 Le remplacement des compteurs est effectué aux frais des abonnés en cas de destruction ou de détérioration résultant:

- de l'ouverture ou du démontage du compteur, opération relevant de la seule compétence de la COLLECTIVITE;
- de chocs extérieurs;
- de l'introduction de corps étrangers ne provenant pas du réseau de distribution d'eau;
- de détérioration du compteur par retour d'eau chaude;
- en cas de gel ou de détérioration, en l'absence de mise en œuvre de moyens préconisés par la COLLECTIVITE (voir article 27) ;
- de détérioration du module de radio ou télé relevé du compteur.

Dans le cas d'une réhabilitation d'immeuble, le remplacement du compteur en vue de mieux l'adapter aux nouveaux besoins, est également effectué aux frais du demandeur. Les compteurs sont conservés par la COLLECTIVITE et restent à disposition des abonnés pendant deux mois suivant la date d'émission du courrier de la COLLECTIVITE confirmant la dépose du compteur.

ARTICLE 29 VERIFICATION ET CONTROLE DES COMPTEURS

La COLLECTIVITE peut procéder à la vérification des compteurs selon les prescriptions du règlement, et aussi souvent qu'il le juge utile.

L'abonné a le droit de demander à tout moment le contrôle de l'exactitude des indications de son compteur. Ce contrôle est effectué sur place sous forme d'un jaugeage par comparaison avec un compteur en service, par un agent de la COLLECTIVITE, en présence de l'abonné.

En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de sa vérification par un organisme indépendant agréé.

La COLLECTIVITE informe préalablement par écrit du prix global comprenant la dépose et pose du compteur et le coût de l'étalonnage proprement dit sur un banc d'essai agréé.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation applicable au compteur installé.

En cas de contrôle demandé par l'abonné, si le compteur répond aux prescriptions réglementaires, les frais sont à la charge de l'abonné. Ils comprennent le coût réel du jaugeage facturé par la COLLECTIVITE et, s'il y a lieu, le coût de la vérification facturé par l'organisme qui l'a réalisé, y compris les coûts annexes.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de contrôle sont supportés par la COLLECTIVITE et le compteur est remplacé par ses soins. De plus, la facturation sera, rectifiée à compter de la date du précédent relevé, si les résultats du contrôle du compteur sont supérieurs aux conditions de tolérance réglementaire (sur comptage). Dans les autres cas, la facturation sera maintenue.

ARTICLE 30 RELEVÉ DES COMPTEURS A- Facturation

Le relevé des compteurs est effectué au moins une fois par an.

Si le compteur est équipé du dispositif technique adapté, le relevé s'effectue à distance.

Néanmoins, les abonnés doivent faciliter l'accès des agents du PRESTATAIRE du service chargé de l'entretien et du contrôle périodique des compteurs et des équipements associés de transfert d'informations placés en propriété privée, au moins une fois par an (à minima au moment du relevé des compteurs).

Les abonnés non dotés d'un compteur avec un système de radio ou de télé-relevé ou hors du périmètre de captage radio sont informés par un courrier, ou tout autre moyen, de la date de passage des agents du PRESTATAIRE

Si, lors d'un relevé, ils ne peuvent accéder au

compteur, ils laissent sur place un avis de passage que l'abonné doit renseigner selon les modalités figurant sur ce document. Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu, ou si les informations demandées n'ont pas été communiquées à la COLLECTIVITE dans le délai imparti, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente et, à défaut, par référence à la consommation annuelle moyenne constatée dans le périmètre du service. Le compte de l'abonné est régularisé lors du relevé suivant.

En cas d'arrêt du compteur depuis le relevé précédent, la consommation pendant la période concernée par l'arrêt est calculée, sauf preuve contraire apportée par l'abonné, sur la base de la consommation pendant la même période de l'année précédente ou, à défaut, sur la base d'une estimation de la COLLECTIVITE, par référence à une consommation moyenne dans le périmètre du service.

En cas de contestation, la révision de la facture ne pourra se faire qu'au travers d'un relevé des index contradictoire effectué par la COLLECTIVITE. Cette intervention donnera lieu, en cas d'exactitude du montant de la facture, au paiement des frais de déplacement et heures prévus au bordereau des prix unitaires.

B- Alarme Fuite

Les abonnés dotés d'un compteur avec un système de radio / de télé-relevé et dans le périmètre de captage radio sont informés par sms, mail ou courrier, d'une fuite sur le compteur si consécutive à 5 jours.

Les alarmes perdurant plus d'un mois sans action/manifestation de l'abonné, seront considérées au même titre que l'article 17, résultant une infraction par application de l'article 55, soit la fermeture, voir résiliation du contrat après mise en demeure, ayant pour conséquence la facturation de frais d'accès au service en vigueur pour la remise en service.

CHAPITRE V LES INSTALLATIONS INTÉRIEURES

Les installations intérieures sont les installations de distribution situées à partir du joint aval du compteur.

ARTICLE 31 DEFINITION DES INSTALLATIONS INTERIEURES

Les installations intérieures des abonnés comprennent toutes les canalisations privées d'alimentation en eau et leurs accessoires, situés après le dispositif de comptage, tel que défini à l'article 18.

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, la COLLECTIVITE peut demander au propriétaire ou au syndicat des copropriétaires d'installer un dispositif de disconnexion anti-retour d'eau, en plus du « clapet anti-retour ».

Par ailleurs, afin de se protéger contre les

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

conséquences d'éventuelles variations de pression, les abonnés peuvent se doter d'un réducteur de pression. Pour les immeubles collectifs, les installations intérieures désignent les installations de distribution situées au-delà du compteur général de l'immeuble. Les dispositions de l'article 18§5 s'appliquent.

ARTICLE 32

RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES INSTALLATIONS INTÉRIEURES

Les installations intérieures des abonnés ne sont pas des ouvrages publics et ne font pas partie du réseau public de distribution placé sous la responsabilité de la COLLECTIVITE. Toutefois, celui-ci peut intervenir dans les cas limitativement énumérés par les articles 35 et 36. Tous les travaux d'établissement et d'entretien des installations intérieures des abonnés sont effectués conformément à la réglementation et aux normes en vigueur, selon les modalités choisies par les abonnés, propriétaires des immeubles, et à leurs frais. Si les installations sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, le PRESTATAIRE, l'Agence Régionale de Santé ou tout autre organisme mandaté par la COLLECTIVITE peuvent, sous réserve de l'accord de l'abonné ou du propriétaire, procéder au contrôle des installations intérieures.

En cas d'interruption de la fourniture de l'eau, chaque abonné doit s'assurer de l'étanchéité de ses installations intérieures, notamment par le maintien des robinets de puisage en position de fermeture pour éviter toute inondation lors de la remise en eau. Il doit de même prendre toutes précautions pour éviter toute détérioration d'appareils et en particulier ceux dont le fonctionnement normal nécessite une alimentation d'eau continue.

Les abonnés sont seuls responsables des dommages causés au réseau de distribution d'eau potable ou à des tiers, par le fonctionnement des réseaux intérieurs installés par leurs soins. La COLLECTIVITE est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique.

ARTICLE 33

APPAREILS INTERDITS

La COLLECTIVITE peut mettre tout abonné en demeure, soit d'enlever ou de remplacer un appareil raccordé à son installation intérieure, soit d'ajouter un dispositif particulier de protection dans le cas où l'appareil endommage ou risque d'endommager le branchement, ou constitue un risque ou une gêne pour la distribution de l'eau à d'autres abonnés. En particulier, les robinets doivent être à fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier. En cas d'urgence, la COLLECTIVITE peut procéder à la fermeture provisoire du branchement pour éviter sa détérioration, ou pour maintenir la continuité de la fourniture de l'eau à d'autres abonnés sur le réseau.

Si l'abonné ne prend pas immédiatement les

mesures nécessaires, la COLLECTIVITE lui adresse une mise en demeure indiquant la date à laquelle la fermeture du branchement deviendra définitive.

Tant que l'abonnement n'est pas résilié à la demande de l'abonné, cette interruption de la fourniture ne suspend pas le paiement de la part fixe qui continue à être due.

ARTICLE 34

ABONNÉS UTILISANT D'AUTRES RESSOURCES EN EAU

Lorsque les installations privées sont alimentées par de l'eau provenant de tout prélèvement, puits, forage pour un usage à des fins domestiques, l'abonné doit en faire la déclaration au maire de la commune du lieu de l'installation conformément au modèle de déclaration figurant en annexe et disponible sur le site internet du Ministère de l'Ecologie.

Si les eaux utilisées proviennent d'une installation de récupération des eaux de pluie, la déclaration est faite selon les modalités prévues dans le règlement de service assainissement.

Toute connexion entre ces canalisations et celles faisant partie de l'installation intérieure définie à l'article 32 est formellement interdite. En cas d'interconnexion, la COLLECTIVITE procède immédiatement à la fermeture du branchement jusqu'à la suppression des connexions illicites.

Les agents de la COLLECTIVITE nommément désignés ont la possibilité d'accéder aux installations intérieures pour procéder à leur contrôle conformément à la réglementation et selon les modalités suivantes:

- L'abonné sera avisé par courrier de la date du contrôle au moins sept jours ouvrés avant celle-ci ;

- Le contrôle sera réalisé en présence de l'abonné ou de son représentant;

- Le rapport de visite sera notifié à l'abonné. En cas de contamination ou de risque de contamination du réseau public de distribution d'eau potable, le rapport fixe les mesures à prendre par l'abonné dans un délai déterminé, il est adressé au maire de la commune concernée. À l'expiration du délai, le service pourra procéder à une nouvelle visite de contrôle et procéder à la fermeture du branchement, si les mesures prescrites n'ont pas été exécutées, après une mise en demeure restée sans effet.

- Sauf les cas particuliers décrits ci-dessous, la période entre deux contrôles successifs ne peut être inférieure à 1 année.
 - Contre-visite si la protection du réseau public de distribution d'eau potable contre tout risque de pollution n'est pas garantie;
 - En cas de contrôle relevant des pouvoirs de police du maire;
 - En cas de présomption de pollution;
 - En cas de changement d'abonné.

Les frais de contrôle sont à la charge des abonnés selon le tarif et sa formule de révision annexés.

La COLLECTIVITE peut effectuer un contrôle en cas de forte présomption d'utilisation d'une ressource en eau autre que le réseau public. Dans ce cas, si cette autre ressource en eau est avérée, le coût du contrôle est à la charge de l'abonné. Dans le cas contraire, le coût du contrôle est assumé par la COLLECTIVITE.

ARTICLE 35

MISE À LA TERRE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'utilisation des canalisations d'eau pour la mise à la terre des appareils raccordés aux installations électriques est interdite pour les nouvelles installations, et dans les autres cas prévus par la réglementation. Lorsqu'elle demeure tolérée pour des installations existantes, cette utilisation est effectuée sous la seule responsabilité de l'abonné et du propriétaire.

En outre, le respect des dispositions suivantes est alors exigé:

- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble;
- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement;
- un manchon isolant de deux mètres de longueur droite doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre; lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation repérées par ledit manchon isolant;
- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier; une plaque apparente et placée près du compteur d'eau, signale que la canalisation est utilisée comme conducteur. La COLLECTIVITE procède à la fermeture provisoire du branchement jusqu'à la mise en conformité de l'installation lorsqu'une des dispositions prévues par le présent article n'est pas appliquée.

ARTICLE 36

SURPRESSEUR

Toute installation d'un surpresseur doit faire l'objet d'une déclaration à la COLLECTIVITE et être soumise à son accord. En cas d'installation d'un surpresseur, celui-ci devra être muni d'une bache en amont pour éviter les retours d'eau et l'aspiration directe dans le réseau de distribution. Tout propriétaire est responsable de l'entretien et du bon fonctionnement du surpresseur et doit s'assurer qu'il n'est à l'origine d'aucune nuisance hydraulique ou sanitaire tant pour le réseau public de distribution d'eau que pour l'installation intérieure.

La mise en place de ces appareils ne peut se faire sans une déclaration préalable à la COLLECTIVITE qui est seul habilité à donner un accord pour la réalisation de l'installation et à définir les conditions techniques en fonction desquelles elle doit être conçue pour éviter les nuisances sur le réseau public. La COLLECTIVITE est en droit de refuser la fourniture d'eau si ces installations sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal du service des eaux.

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le

ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU



ARTICLE 37 REEMPLACEMENT DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES EN PLOMB

Pour se conformer aux exigences réglementaires en matière de qualité de l'eau, les propriétaires, au même titre que le service de l'eau sur le domaine public, doivent pour les parties d'ouvrages dont ils sont responsables supprimer à leurs frais tous les branchements, conduites, installations intérieures en plomb et aussi rénover des installations constituées d'autres matériaux, contenant des joints ou alliages contenant du plomb.

CHAPITRE VI FACTURATION ET PAIEMENT

ARTICLE 38 PRÉSENTATION DE LA FACTURE

Le Service de l'Eau est facturé sous la rubrique « Distribution de l'eau ». Cette rubrique comprend une part revenant à la COLLECTIVITÉ. Elle couvre l'ensemble des frais de fonctionnement du Service de l'Eau (production et distribution), et des charges d'investissement.

Les montants facturés se décomposent en une part fixe (abonnement) et une part variable calculée en fonction de la consommation d'eau.

Outre la rubrique Distribution de l'eau, la facture indique les redevances perçues pour le compte d'autres organismes (Agence de l'Eau).

La facture inclut une troisième rubrique relative au Service de l'Assainissement Collectif ou au Service de l'Assainissement non Collectif.

La facture est adaptée en cas de modification de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 39 FIXATION ET INDEXATION DES TARIFS

Les tarifs appliqués sont fixés et révisés:

- Pour la part revenant à la COLLECTIVITÉ: par délibération de la COLLECTIVITÉ;
- Pour les taxes et redevances: par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire.

Les frais suivants sont inclus dans les tarifs de fourniture de l'eau et des autres prestations assurées par la COLLECTIVITE: frais de facturation, y compris l'envoi des factures aux abonnés, frais de réponse aux réclamations, frais d'encaissement des sommes versées par les abonnés, frais de traitement des dossiers des abonnés en situation de difficulté de paiement, frais de remboursements éventuels. Aucune des opérations précitées ne peut donner lieu à l'établissement de décomptes mis à la charge des abonnés.

Les tarifs en vigueur, ainsi que le cas

échéant, la formule d'indexation sont remis à l'abonné dans le dossier de demande d'abonnement et sur demande auprès de la COLLECTIVITE. Les modifications de structure tarifaire font l'objet d'une communication écrite, pouvant être portée sur la facture.

ARTICLE 40 REMISE POUR FUITES

En cas de fuite dans les installations intérieures, l'abonné doit fermer le robinet avant et/ ou après compteur et procéder à ses frais aux réparations nécessaires.

L'abonné informe par écrit ou par mail et sans délai le service des eaux de cette opération.

41-1 Ecrêtement des factures lié à une augmentation anormale de la consommation d'eau potable dans les locaux d'habitation. Les abonnés occupants d'un local d'habitation (article R 111-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation) peuvent demander un écrêtement de leur facturation en cas d'augmentation anormale du volume d'eau consommé susceptible d'être causée par la fuite d'une canalisation.

Une augmentation du volume d'eau est anormale si le volume d'eau consommé depuis le dernier relevé excède le double du volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables.

Bénéficient de ce droit les titulaires d'un abonnement pour la consommation d'eau potable d'un logement situé dans un immeuble individuel ou collectif.

Les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement de la facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau potable après compteur qui alimentent les pièces du local d'habitation, à l'exception de celles dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage et leurs accessoires.

En cas de consommation anormale, constatée au vu du relevé de compteur enregistrant la consommation effective, la COLLECTIVITE informe l'abonné par courrier ou par mail, dans la continuité du relevé, au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A l'occasion de cette information, la COLLECTIVITE indique les démarches à effectuer pour bénéficier de l'écrêtement de la facture.

L'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation Moyenne. s'il présente au service public de l'eau potable, dans le délai d'un mois à compter de l'information prévue ci-dessus, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations et précisant la localisation de la fuite et la date de réparation.

A défaut de l'information de l'abonné par la COLLECTIVITE, celui-ci n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne.

L'abonné, faute d'avoir localisé une fuite, peut demander à la COLLECTIVITE, dans le même délai d'un mois, la vérification du bon fonctionnement de son compteur dans les conditions prévues à l'article 30 du présent règlement. La COLLECTIVITE lui notifie sa réponse dans un délai d'un mois à compter de la demande dont il est saisi. L'abonné n'est alors tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne à compter de la notification par le service public de l'eau potable, et après enquête, que cette augmentation n'est pas imputable à un défaut de fonctionnement du compteur.

La COLLECTIVITE peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle, la COLLECTIVITE engagera s'il y a lieu les procédures de recouvrement.

Lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de la facture d'eau potable dans les conditions prévues ci-dessus, les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement. Ces volumes d'eau sont évalués en fonction de la différence entre le volume d'eau dont l'augmentation anormale a justifié l'écrêtement de la facture d'eau potable et le volume d'eau moyen consommé déterminé dans les conditions du présent article.

S'agissant de la redevance eau potable, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne.

Pour la redevance pollution domestique et prélèvement, l'assiette de la redevance est le volume d'eau facturé à l'abonné.

40-2 Fuite ne relevant pas de l'article 40-1

En cas de fuite après compteur occasionnant une consommation anormale de l'eau par l'abonné, mais ne pouvant bénéficier du tarif spécial défini à l'article 40-1, la facturation est établie à partir de la consommation constatée avec fuite.

ARTICLE 41 RÈGLES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PAIEMENTS

Les factures correspondant à la fourniture de l'eau ainsi qu'à la collecte de vos eaux usées sont établies par le service des eaux en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur.

L'ensemble de la consommation qui aurait dû être facturé sera reporté sur une prochaine facture.

ARTICLE 42 PAIEMENT DES FOURNITURES D'EAU

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

L'abonné recevra deux factures par an.

La COLLECTIVITE propose à ses abonnés différents moyens de paiement:

- a. Paiement en espèces
- b. Paiement par chèque
- c. Paiement par virement
- d. Paiement en ligne via Internet
- e. Paiement par prélèvement semestriel
- f. Paiement par prélèvement mensuel

La mensualisation est proposée à tous les abonnés. Un contrat lie l'abonné à la COLLECTIVITE sur les conditions d'exercice de la mensualisation.

Au bout de 2 rejets de prélèvements sur un même exercice, l'abonné est exclu de la mensualisation.

ARTICLE 43 PAIEMENT DES AUTRES PRESTATIONS

Le montant des prestations, autres que les fournitures d'eau, assurées par la COLLECTIVITE, est dû dès la réalisation de ces prestations. Il est payable sur présentation de factures établies par la COLLECTIVITE en fonction du tarif en vigueur.

ARTICLE 44 DÉLAIS DE PAIEMENT INTÉRÊTS DE RETARD

Le montant correspondant à la fourniture d'eau et aux prestations assurées par la COLLECTIVITE doit être acquitté, soit dans le délai et selon les modalités indiquées sur la facture, soit en cas de réclamation de l'abonné présentée dans les conditions prévues à l'article 46, dans un délai de 3 semaines, à compter de la réception de la réponse de la COLLECTIVITE. La COLLECTIVITE peut appliquer un intérêt de retard, calculé au taux d'intérêt légal, aux sommes restant dues par les abonnés après l'expiration du délai de paiement.

ARTICLE 45 RÉCLAMATIONS

Chacune des factures établies par la COLLECTIVITE comporte une rubrique indiquant l'adresse où les réclamations sont reçues.

Toute réclamation doit être envoyée par écrit à cette adresse ou par mail dans les deux mois à compter de la date d'émission de la facture.

La COLLECTIVITE est tenue de fournir une réponse écrite motivée à chacune de ces réclamations, dans le délai maximum de 2 mois à compter de sa réception.

ARTICLE 46 DIFFICULTÉS DE PAIEMENT

Les abonnés en situation de difficultés de paiement, en informant la COLLECTIVITE à l'adresse indiquée pour les réclamations, avant l'expiration du délai de paiement. Des facilités de paiement peuvent être consenties, au cas par cas, à ces abonnés par la COLLECTIVITE.

Celle-ci les informe, si besoin, sur les moyens de réduire autant que possible leur consommation d'eau.

Pour le paiement des factures des résidences principales des abonnés domestiques (personnes physiques), si ces mesures sont insuffisantes, la COLLECTIVITE, conformément à ses obligations réglementaires, oriente les abonnés en difficulté vers les services sociaux compétents.

Lorsque ces abonnés apportent la preuve qu'ils ont déposé leur dossier, qu'ils bénéficient d'une réponse favorable ou qu'ils ont bénéficié de cette aide, au cours des douze mois précédents, aucun frais pour rejet de paiement ne sera prélevé.

ARTICLE 47 DÉFAUT DE PAIEMENT

En cas de non-paiement, la COLLECTIVITE envoie une lettre de rappel valant mise en demeure qui, restée sans effet, expose tout abonné défaillant:

- aux poursuites légales intentées par la COLLECTIVITE;
- en l'absence d'abonnement en bonne et due forme, à la fermeture de son branchement.

ARTICLE 48 FRAIS DE RECouvreMENT

En cas de non-respect des délais de paiement, l'abonné s'expose à des frais de recouvrement.

ARTICLE 49 AVOIRS

Les abonnés peuvent demander un avoir de trop-perçu en cas de facture surestimée. En fonction du montant, il sera procédé par la COLLECTIVITE, après examen de la demande, à la prise en compte du volume recalculé sur la prochaine facture.

CHAPITRE VII PERTURBATIONS DE LA FOURNITURE D'EAU

ARTICLE 50 INTERRUPTION DE LA FOURNITURE D'EAU

- Cas de force majeure
La COLLECTIVITE ne peut être tenue responsable d'une perturbation en qualité ou en quantité de la fourniture due à un cas de force majeure. Sont notamment considérés comme cas de force majeure:
 - tout événement reconnu par les pouvoirs publics comme catastrophe naturelle
 - une rupture imprévisible d'une conduite
 - une pollution accidentelle de la ressource
 - un acte de malveillance
 - une coupure d'électricité
 - lutte contre incendie

La COLLECTIVITE mettra en œuvre les mesures nécessaires au maintien de la continuité du service de fourniture d'eau aux usagers et les objectifs de préservation de la vie humaine, de la santé publique, de la sécurité des biens et des personnes.

Il se conformera aux décisions prises par l'autorité publique chargée de la gestion de la crise.

- Travaux liés aux nécessités du service
La COLLECTIVITE avertit les abonnés au moins 48 heures à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles. L'abonné s'assure de la fermeture des robinets sur ses installations intérieures, la remise en eau intervenant sans préavis.

Dans tous les cas, le service des eaux met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour rétablir la fourniture de l'eau dans le plus bref délai.

ARTICLE 51 MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES DE DISTRIBUTION

La COLLECTIVITE délivre la pression statique assurée par le réseau de distribution et maintient une pression minimale nécessaire à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène. L'abonné règle ou adapte la pression à ses besoins. Il appartient aux abonnés de s'informer auprès du service des eaux de la pression disponible du réseau de distribution publique afin notamment de se doter d'équipement de régulation de pression dans le cas où cette dernière serait trop élevée. Il en va de même pour des usages particuliers ou industriels nécessitant une pression minimum pour le fonctionnement de certains équipements.

Dans le cas d'une pression insuffisante pour des usages particuliers, la pose de surpresseur dans des conditions acceptées par la COLLECTIVITE pourrait s'avérer nécessaire.

D'une manière générale, le surpresseur devra comporter au minimum une bache tampon en amont pour d'une part, ne pas aspirer mécaniquement l'eau du réseau public, et d'autre part pour empêcher les retours d'eau surpressée vers le réseau public d'eau potable.

Les abonnés ne peuvent exiger une pression constante. Ils doivent en particulier accepter sans pouvoir demander aucune indemnité:

- a) des variations de faible amplitude pouvant survenir à tout moment en service normal;
- b) une modification permanente de la pression moyenne autorisée par la COLLECTIVITE, dans l'intérêt général, après information sur les motifs et les conséquences consécutifs à cette modification.

ARTICLE 52 EAU NON CONFORME AUX CRITÈRES DE POTABILITÉ

Dans le cas où des contrôles révèlent que la qualité distribuée n'est pas conforme aux valeurs limites fixées par la réglementation, la COLLECTIVITE:

- a) communiquera aux abonnés toutes les informations émanant des autorités sanitaires;

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le

ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU



- b) informera les abonnés sur les précautions nécessaires éventuelles à prendre;
- c) mettra en place une alimentation en eau potable de substitution (bouteilles d'eau...);
- d) mettra en œuvre tous les moyens à sa disposition pour rétablir aussi rapidement que possible, la distribution d'une eau de qualité conforme à la réglementation.

ARTICLE 53 CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE

Lorsqu'un essai des appareils incendie est prévu, la COLLECTIVITE doit être averti trois jours à l'avance de façon à pouvoir éventuellement y assister. La COLLECTIVITE doit être immédiatement informé de tout incendie déclaré.

Il peut être demandé aux abonnés de s'abstenir d'utiliser leur branchement pendant l'intervention du service de lutte contre l'incendie.

Les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que les abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouches à clé, des bouches et poteaux d'incendie incombe uniquement à la COLLECTIVITE et au service de lutte contre l'incendie.

Si des conduites intérieures doivent être mises à la disposition des services d'incendie, la quantité d'eau employée pour l'extinction du feu ne sera pas décomptée à l'abonné. L'excédent de consommation résultant de l'incendie sera calculé par comparaison avec la consommation de la même période de l'année précédente.

CHAPITRE VIII DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS ET ENSEMBLES D'HABITATIONS DES- SERVIS PAR UNE VOIRIE OU DES RÉSEAUX PRIVÉS

ARTICLE 54 RACCORDEMENT DES LOTISSEMENTS ET ENSEMBLES D'HABITATION DESSERVIS PAR UNE VOIRIE OU DES RESEAUX PRIVES

Il est rappelé que conformément à l'article 6 alinéa 5, la fourniture de l'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

54.1 Modalité de raccordement des extensions de réseaux tels que lotissements

Toute extension de réseau en domaine privé devra faire l'objet d'une demande de branchement à la COLLECTIVITE.

Ce branchement inclut la pose d'un compteur général qui fera l'objet d'un abonnement souscrit par la personne morale ou physique responsable du réseau collectif intérieur.

Le poste de comptage situé dans un regard,

en limite du domaine privé/public, est complété par un dispositif anti-retour d'eau.

La mise en service du branchement est conditionnée par:

- la présentation du protocole de rinçage des canalisations,
- le résultat des analyses de désinfection et de turbidité,
- la souscription de l'abonnement.

Les travaux de maintenance, d'entretien et de réparation qui pourraient être nécessaires sur les installations intérieures situées à partir du joint aval inclus du compteur général, ainsi que le regard, sont sous la responsabilité et à la charge de l'abonné du compteur général.

La COLLECTIVITE du réseau public n'est pas missionnée pour intervenir sur le domaine privé, y compris en astreinte.

Le type de compteur général et son dimensionnement est déterminé par la COLLECTIVITE, y compris dans le cadre d'une défense contre l'incendie interne au lotissement.

Dans le cadre de raccordements multiples pour un même lotissement, chaque raccordement fait l'objet d'un branchement équipé d'un compteur général.

Tant que la rétrocession de l'extension du réseau et de ses équipements au domaine public n'aura pas été prononcée, les consommations seront facturées au titulaire de l'abonnement.

54.2 Intégration au réseau public

L'intégration au réseau public sera faite selon les conditions suivantes:

- Pour les réseaux neufs: La COLLECTIVITÉ procédera au contrôle technique du projet et des travaux. L'intégration des réseaux créés au domaine public ne pourra être autorisée que si le lotisseur de l'ensemble d'habitations respecte les exigences et prescriptions techniques fixées dans le cahier des charges prévu pour les extensions ou construction d'ouvrages arrêtées par la COLLECTIVITÉ et transmis au lotisseur.

- Pour les réseaux existants: L'intégration de réseaux privés suite à l'intégration de la voirie dans le domaine public donnera lieu au préalable à un audit des installations par la COLLECTIVITE.

À cette occasion, le demandeur présentera les documents et fera réaliser à ses frais l'ensemble des opérations nécessaires à l'intégration du réseau, à savoir notamment (liste non exhaustive):

- Essai bactériologique de type B3;
- Essai de pression conforme au fascicule 71 du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux « fourniture et pose de canalisations d'eau, accessoires et branchements »;
- Plan de récolement sur format informatique;
- Lambert II rattaché NGF au format informatique spécifié par la COLLECTIVITE;
- Mise à la cote des ouvrages;
- Mise en conformité des ouvrages;

- Liste du matériel utilisé pour les branchements et réseaux (documentation et fournisseurs).

Si ces conditions sont satisfaites, un abonnement ordinaire sera accordé à chaque habitation pour laquelle un branchement muni d'un compteur aura été établi dans les conditions définies à l'article 18. L'abonnement du compteur général fera alors l'objet d'une résiliation. Le compteur pourra être conservé sur site par la COLLECTIVITE comme compteur de sectorisation. Dans ce cadre il est intégré au réseau public.

54.3 Non intégration au réseau public

Lorsque l'intégration au réseau public aura été reconnue impossible, le lotissement ou ensemble d'habitations continuera d'être desservi par un branchement muni d'un compteur général et un abonnement ordinaire unique sera accordé.

A cette fin, l'ensemble des occupants des différentes habitations devra être valablement représenté par une personne physique ou morale susceptible de contracter cet abonnement.

54.4 Extension du régime de l'abonnement individuel

Préalablement à l'intégration, ou lorsque l'intégration au réseau public aura été reconnue impossible, les lotissements ou ensembles d'habitations pourront également bénéficier des dispositions définies à l'Annexe I.

CHAPITRE IX DISPOSITIONS D'APPLICATION ET SANCTIONS

ARTICLE 55 INFRACTIONS – PÉNALITÉS ET POURSUITES

Indépendamment du droit que la COLLECTIVITE se réserve par les précédents articles de suspendre les fournitures d'eau et de résilier d'office l'abonnement après une mise en demeure préalable, les infractions au présent règlement sont, en tant que de besoin, constatées, soit par les agents du PRESTATAIRE soit par le représentant de la COLLECTIVITÉ et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents. Les infractions au présent règlement pourront donner lieu à l'application de pénalités, dont les montants sont fixés par délibération de la COLLECTIVITÉ. (annexé)

Ainsi, pourront donner lieu à la facturation de pénalités les infractions suivantes :

- 1) En cas d'absence de réponse, refus de rendez-vous ou rendez-vous sans suite pour le contrôle et/ou l'entretien et/ou le remplacement du compteur de l'abonné,
- 2) En cas de modification ou dégradation du compteur (bris de scellés, ouverture et/ou démontage du compteur, détérioration anormale...),
- 3) En cas d'alarme fuite perdurant, sans action/manifestation (Article 30, B)
- 4) En cas de demande formelle de vérification d'un agent du Syndicat, alors que l'intervention relève du domaine privé.

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

ARTICLE 56 VOIE DE RECOURS DES USAGERS

ARTICLE 56.1 RÈGLEMENT AMIABLE DES CONFLITS

1. Réclamation préalable

Toute réclamation doit être envoyée par écrit à la COLLECTIVITE à l'adresse indiquée sur la facture, à défaut de facture à l'adresse suivante : SAEP d'Hébécourt, 4 chemin de la Mairie, 27150 HEBECOURT.

La réclamation devra être accompagnée de toutes les justifications utiles.
Toute réclamation relative à la facturation ne suspend pas l'obligation de paiement.

La COLLECTIVITE est tenue de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans un délai maximal de deux mois.

Sans préjudice des dispositions applicables en matière d'urbanisme, l'absence de réponse de la COLLECTIVITE dans un délai de deux mois vaut rejet.

ARTICLE 56.2 VOIES DE RECOURS EXTERNES

Les différends d'ordre individuel entre les abonnés et la COLLECTIVITE relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Les contestations portant sur l'organisation du service (délibération, règlement de service, etc.) relèvent de la compétence du tribunal administratif.

La saisine d'une juridiction quelle qu'elle soit, peut être précédée d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision.

ARTICLE 57 MODALITÉS DE COMMUNICATION DU RÈGLEMENT

Le paiement par l'abonné de la première facture vaut accusé réception du présent Règlement conformément à l'article L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales.

Ce règlement sera adressé à chaque nouvel abonné, conformément à l'article 1.
Il sera également adressé à tout abonné sur simple demande formulée auprès de la COLLECTIVITE.

ARTICLE 58 MODIFICATION DU RÈGLEMENT

Des modifications peuvent être apportées par la COLLECTIVITE et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le présent règlement.

Ces modifications devront être portées à la connaissance des abonnés conformément aux modalités prévues à l'article 58.

En application de l'article L.2224-12 du Code général des collectivités territoriales, le paiement de la première facture suivant la mise à jour du règlement vaut accusé de réception par l'abonné.

Les abonnés pourront user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 9.

Les résiliations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

Tout cas particulier non prévu au Règlement sera soumis à la COLLECTIVITE pour décision.

ARTICLE 60 ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est opposable aux abonnés dès qu'il a fait l'objet des mesures de publicité obligatoires et entraîne l'abrogation du règlement antérieur.

ARTICLE 61 CLAUSES D'EXÉCUTION

La COLLECTIVITE et les agents du PRESTATAIRE, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent Règlement.

ANNEXE I INDIVIDUALISATION PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

Le propriétaire d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements (lotissement par exemple) désigne:

- Le propriétaire bailleur privé ou public dans le cas de l'unicité de la propriété de l'immeuble;
- La copropriété, dans le cas d'une propriété multiple de l'immeuble.

I) Prescriptions techniques et administratives:

1) Installations intérieures collectives

2 a) Délimitation et responsabilité

Les installations intérieures de l'immeuble désignent l'ensemble des équipements de production, stockage, traitement et distribution de l'eau froide des immeubles collectifs d'habitation ou ensembles immobiliers de logements.

Les installations intérieures collectives commencent immédiatement à partir du joint aval du compteur général de l'immeuble. Elles comprennent toutes les installations, à l'exception des compteurs divisionnaires individuels. Le propriétaire assure la garde, la surveillance, l'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité des installations

intérieures.

b) Caractéristiques

Les installations intérieures collectives ne doivent pas être susceptibles de dégrader la qualité de l'eau délivrée au compteur général de l'immeuble, par la COLLECTIVITE. Elles doivent de même permettre d'assurer une distribution d'eau satisfaisante en quantité et en pression.

Les équipements particuliers, tels que les surpresseurs, dispositifs de traitement, réservoirs, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

3) Comptage

a) Les compteurs individuels

Tous les points de livraison d'eau des lots particuliers de l'immeuble collectif d'habitation, d'un ensemble immobilier de logements ou d'un immeuble à usage mixte, habitation et usage professionnel sont équipés de dispositifs de comptage individuels.

Les points de livraison d'eau des parties communes seront raccordés au compteur général de l'immeuble sauf contraintes particulières.

Les compteurs individuels permettant la mesure des consommations d'eau des logements ou locaux de l'immeuble seront obligatoirement du type agréé par la

COLLECTIVITE.

Le dispositif de comptage comprend obligatoirement:

- Un dispositif d'isolement individuel accessible et verrouillable à tout moment par la COLLECTIVITE : robinet avant compteur sécurisé;
- Un compteur;
- Un clapet anti-retour d'eau;
- Un robinet d'arrêt après compteur verrouillable par l'abonné.

Seul le compteur individuel est un ouvrage public. L'intervention de la COLLECTIVITE sur ce dispositif se limite donc au compteur.

Lorsqu'il n'existe pas de compteurs individuels préalablement à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, ou bien lorsque ceux qui existent sont d'un modèle non agréé ou ne correspondant pas aux prescriptions techniques exigées par la COLLECTIVITE, les compteurs (avec ou sans dispositif de système de relevé à distance) sont fournis et installés par la COLLECTIVITE, à la charge du propriétaire.

Dans les immeubles déjà dotés de dispositifs de comptage individuel, d'un modèle agréé par le service des eaux et dont les dispositions techniques sont conformes aux exigences de la COLLECTIVITE, ceux-ci pourront être conservés sous réserve d'un âge inférieur ou

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le

ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU

S²LO

égal à 15 ans.

Protection contre le gel

En application de l'article 27 du présent règlement, lors de la souscription d'un abonnement, la COLLECTIVITE informe l'abonné des précautions particulières à prendre pour assurer la protection du compteur, notamment contre le gel. A défaut d'avoir respecté ces précautions, tout dommage causé par choc ou gel sera réparé par la COLLECTIVITE aux frais de l'abonné.

Lorsque la protection contre le gel est assurée par des moyens collectifs de type cordons chauffants, calorifugeages spécifiques, tout dommage causé ou gel sera réparé par la COLLECTIVITE aux frais du propriétaire bailleur. A défaut du règlement des frais engagés par la COLLECTIVITE, la convention pourra être résiliée par la COLLECTIVITE aux torts exclusifs du propriétaire bailleur.

b) Le compteur général

Le compteur général d'immeuble détermine au niveau du joint aval la limite entre les ouvrages publics et les installations intérieures collectives. Si l'immeuble n'est équipé que de dispositifs de comptage individuels ou dans le cas d'un immeuble existant le compteur déjà en place est conservé. S'il s'agit d'un immeuble neuf, un compteur général est installé aux frais du propriétaire.

Le compteur général de l'immeuble est obligatoirement équipé d'un point de prélèvement d'eau permettant de contrôler la conformité de la qualité de l'eau à la réglementation applicable.

c) Les compteurs divisionnaires

Les compteurs seront placés à l'extérieur des logements et locaux desservis, sauf lorsque les conditions particulières de l'immeuble ne le permettent pas. Lorsque ces compteurs ne pourront être installés de manière accessible son choix.

Afin de valider techniquement la demande, une visite de conformité sera réalisée par la COLLECTIVITE.

Pour ce qui concerne la partie administrative, le demandeur mentionne les conditions dans lesquelles l'information des locataires occupants a été effectuée.

Ces éléments permettront de créer les abonnements au nom des personnes référencées dans la liste précitée.

Si l'immeuble est doté d'accès sécurisés, devront être fournis badges, clés et ou codes et ce à chaque fois qu'ils changeront.

La mise en œuvre des travaux ne sera réalisée qu'après validation technique et administrative.

4) L'individualisation des contrats

La COLLECTIVITE procède à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau dans un délai de 2 mois après réception des travaux ou de la date de réception de la confirmation de la demande.

Toutefois, le propriétaire et la COLLECTIVITE peuvent convenir d'une autre date. La signature

aux agents de la COLLECTIVITE et notamment lorsqu'ils se trouveront à l'intérieur des logements, ils seront impérativement équipés de systèmes de relevé à distance agréés par la COLLECTIVITE.

d) Facturation:

Le propriétaire est redevable soit:

- de la consommation enregistrée au compteur général après déduction des consommations relevées ou estimées sur les compteurs individuels;

- de la prime fixe correspondant à l'abonnement.

Soit, en cas de présence de compteurs spécifiques:

- de la consommation enregistrée au compteur général après déduction des consommations relevées ou estimées sur les compteurs individuels et spécifiques sur les parties communes;

- de la consommation enregistrée par les compteurs spécifiques sur les parties communes;

- de la prime fixe correspondant à l'abonnement.

Les abonnés individuels sont redevables des volumes mesurés par leur compteur individuel, ainsi que de l'abonnement correspondant.

II) Instruction de la demande

1) Demande préliminaire

Le propriétaire qui souhaite procéder à l'individualisation des compteurs établit un descriptif (plan, description des travaux, matériel et matériaux mis en œuvre, note de calcul...) des installations existantes au regard des prescriptions définies par le Code de la Santé Publique et la Collectivité et si nécessaire un programme de travaux pour rendre les installations conformes à ces prescriptions. Le coût des études éventuelles nécessitées par l'individualisation est à la charge du propriétaire. Ce dossier est adressé à la COLLECTIVITE par lettre recommandée avec du contrat d'individualisation avec le propriétaire, le cas échéant, ainsi que la souscription du contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble et des contrats individuels ont lieu préalablement à l'individualisation.

À compter de la date d'individualisation des contrats de fourniture d'eau, chaque occupant devient un abonné du Service de l'eau potable. Le propriétaire qui souscrit un abonnement pour le compteur général est également un abonné du service de l'eau potable. La souscription des contrats d'individualisation donne lieu au paiement des frais d'accès au service en vigueur.

À la date de passage à l'individualisation, la COLLECTIVITE effectuera un relevé contradictoire de la totalité des compteurs en présence du propriétaire. Ce relevé précisera les compteurs pour lesquels l'index a dû être estimé.

Le propriétaire reste responsable des consommations et des éventuels dommages pouvant être causés par un dégât des eaux entre le départ d'un locataire confirmé par une facture d'arrêt et l'arrivée d'un nouveau locataire.

5) Résiliation de la convention d'individualisation

Accusé Réception.

2) Instruction du dossier

La COLLECTIVITE dispose de 4 mois pour valider le dossier technique.

Une visite des installations sera le plus souvent demandée au cours de laquelle la COLLECTIVITE indique les modifications éventuelles à apporter au programme.

Il peut également demander des informations complémentaires. Dans ce cas, la réponse du propriétaire déclenche à nouveau le délai de 4 mois.

En cas de suspicion d'un risque sanitaire, la COLLECTIVITE saisit l'Agence Régionale de Santé, qui fera réaliser des analyses si elle l'estime nécessaire.

La COLLECTIVITE transmet au propriétaire le règlement de service, le modèle de convention d'individualisation et les conditions tarifaires de passage à l'abonnement individuel, afin notamment d'en informer les locataires et/ou les copropriétaires.

3) Confirmation de la demande

Le propriétaire adresse par lettre recommandée avec Accusé Réception à la COLLECTIVITE une confirmation dès sa demande, accompagnée, dans le cas d'une copropriété, du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale qui a adopté le principe de l'individualisation.

Il adresse également le dossier technique tenant compte, le cas échéant des éventuelles modifications demandées par la COLLECTIVITE ainsi que l'échéancier prévisionnel des travaux.

Les travaux de mise en conformité sont exécutés sous la responsabilité du propriétaire, à ses frais et par l'entreprise de son choix. Le propriétaire d'un immeuble peut décider la résiliation de l'abonnement collectif et des abonnements individuels avec un préavis de trois mois, après envoi d'un courrier de résiliation en recommandé avec accusé de réception.

Le contrat d'abonnement pour le compteur général d'immeuble peut être résilié qu'après la résiliation de la totalité des contrats d'abonnement individuels.

La COLLECTIVITE peut pour sa part, résilier la convention d'individualisation et les contrats d'abonnement si les prescriptions nécessaires à l'individualisation ne sont pas ou plus respectées.

Cette résiliation est précédée d'une mise en demeure en vue de la mise en conformité laissée sans suite dans un délai de deux mois.

Le retour au régime du contrat d'abonnement collectif de l'immeuble se fait à l'issue des relevés des index des compteurs individuels. Le contrat d'abonnement collectif est soumis au règlement du service en vigueur.

En cas de résiliation, les compteurs individuels sont déposés par la COLLECTIVITE aux frais du propriétaire ou racheté.

Envoyé en préfecture le 13/03/2026

Reçu en préfecture le 13/03/2026

Publié le



ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU



ANNEXE - ARTICLE 55

REGLEMENT DE SERVICE Tarification des pénalités

Vu la délibération 4a/2026

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE d'appliquer la tarification suivante pour les pénalités numérotées à l'article 55 du règlement de service :

- 1/ 1x « Frais accès au service » par mois à compter du refus de rendez-vous ou de rendez-vous sans suite
- 2/ Selon devis de remise en œuvre
- 3/ 1x « Frais accès au service » par mois
- 4/ 2x « Frais accès au service » si l'agent est sur place
- 6x « Frais accès au service » si déplacement de l'agent en astreinte

RAPPELLE le tarif « Frais accès au service » au 01/06/2025 à 43.97€

ADOpte la présente délibération à l'unanimité.

Delibération 4b/2026

Pour copie certifiée conforme
François LETIERCE
Président



Jenny LEGENDRE
Secrétaire de séance

Envoyé en préfecture le 13/03/2026
Reçu en préfecture le 13/03/2026
Publié le 
ID : 027-252701081-20260312-27324SAEP202648-DE

Envoyé en préfecture le 13/03/2026
Reçu en préfecture le 13/03/2026
Publié le 
ID : 027-252701081-20260312-27324SAEPREGLT-AU